

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL Ferme Eolienne de Puech de Cambert

Groupe VALECO
31 rue des Bouissettes
34070 Montpellier

Références : 81-CRARC-2025-96
Code AIOT : 0006809432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2025 dans l'établissement SARL Ferme Eolienne de Puech de Cambert implanté Puech de Cambert 81320 Barre. L'inspection a été annoncée le 13/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le parc éolien est en cours de renouvellement. L'inspection des installations classées effectue plusieurs visites d'inspection au cours du chantier afin de vérifier le respect des prescriptions lors de ses différentes phases notamment le démantèlement, l'excavation des fondations, la création de nouvelles fondations, le levage des aérogénérateurs et la mise en service. Cette inspection est la deuxième sur ce chantier de renouvellement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL Ferme Eolienne de Puech de Cambert
- Puech de Cambert 81320 Barre
- Code AIOT : 0006809432
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien PUECH CAMBERT est composé d'un poste de livraison et de 9 éoliennes de modèle ECOTECNIA 62 d'une puissance unitaire de 1,3 MW. Le parc est exploité par la société VALECO. Les éoliennes de ce parc sont en cours de démantèlement pour être remplacées par 5 éoliennes de puissance unitaire de 3 MW. Le chantier a débuté le 26 août 2024.

Lors de la visite, 5 éoliennes ont été entièrement démantelées et les fondations des nouvelles étaient à divers stades d'avancement (terminées, coulées, en cours de ferrailage, ...).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.5	Demande d'action corrective	3 mois
10	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise en état en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.	Sans objet
2	Remise en état en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.	Sans objet
3	Remise en état en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.	Sans objet
5	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.2	Sans objet
6	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.1	Sans objet
7	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article II.3.4.2	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le suivi du chantier est satisfaisant, notamment le suivi écologique qui a contraint l'exploitant à adapter le calendrier des travaux lors de la localisation exacte d'une espèce protégée végétale. L'exploitant transmettra des documents supplémentaires à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état en fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.
Thème(s) : Risques chroniques, Démantèlement des installations
Prescription contrôlée : Les opérations de démantèlement et de remise en état comprennent les opérations suivantes : 1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
Constats : L'inspection a constaté que les éoliennes CAM05, CAM06, CAM07, CAM08 et CAM09 ont été intégralement démontées et les câbles retirés. Les éoliennes CAM01 à CAM04 sont encore en activité et l'exploitant indique qu'elles seront démantelées dans une phase ultérieure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remise en état en fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.
Thème(s) : Risques chroniques, Excavation des fondations
Prescription contrôlée : Les opérations de démantèlement et de remise en état comprennent les opérations suivantes : [...] 2. L'excavation de la totalité des fondations, jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
Constats :

<p>L'intégralité des fondations des éoliennes CAM05 à CAM09 ont été retirées et l'exploitant a indiqué les avoir comblées avec des terres provenant du site, notamment des terres provenant des excavations pour les futures éoliennes. L'inspection a constaté la réalisation de ces travaux sur site et notamment l'absence totale de traces des anciennes éoliennes. L'inspection considère que la remise en état s'intègre correctement dans le paysage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Remise en état en fin d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté les bordereaux de suivi des déchets relatifs au démantèlement. Par sondage, l'inspection a examiné un bordereau du 16 janvier 2025 relatif à des pales d'éoliennes (code déchet 17 02 03 - matières plastiques). Celui-ci est correctement rempli.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Phase chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Préparation et encadrement du chantier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des documents de planification environnementale des travaux dans le cadre de la procédure d'appel d'offres et son suivi de chantier.</p> <p>Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> le contexte environnemental du projet, les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues, le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle, le plan de circulation des engins, les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire, la sensibilisation, la formation, le contrôle interne. <p>Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection de suivi de chantier du 26 novembre 2024, l'exploitant avait présenté à</p>

l'inspection le plan général de coordination pour la protection de l'environnement (PGCE), daté du 06/05/2024 et révisé pour la dernière fois le 08/07/2024. Ce document reprend notamment le calendrier des travaux en accord avec les prescriptions environnementales, les mesures environnementales à respecter sur le chantier, le plan de coordination pour la protection de l'environnement, les procédures et demandes d'agrément, un rappel de leur charte "chantier vert" et des modèles de fiches réflexes "déversement accidentel", fiche de notification d'incident, bordereau de suivi des déchets et des cartographies de localisation des mesures environnementales en phase chantier.

Cependant l'exploitant a indiqué la découverte de Myosotis de Balbis (espèce protégée) début mai 2025 proche d'une éolienne prochainement démantelée dans le parc éolien voisin. Le PGCE n'a pas été actualisé pour prendre en compte la localisation exacte de cette fleur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser la mise à jour du PGCE et de la lui transmettre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Phase chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Périodes d'intervention

Prescription contrôlée :

Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des éoliennes (terrassment, excavation de terres sur site liés au décapage afin de permettre l'installation du futur parc éolien, démantèlement des fondations pour la phase de démantèlement des éoliennes) sont interdits en phase de reproduction, soit du 1er avril au 31 juillet.

Les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement sont réalisés entre le 1er septembre et le 31 octobre.

Les travaux de finalisation des aménagements (y compris coulage des fondations, montage ou démontage des éoliennes, finition des excavations et remblaiements, finitions des tranchées pour les réseaux électriques) peuvent être réalisées sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées, en continuité des opérations de libération des emprises et avec accompagnement d'un écologue.

En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par l'inspection des installations classées.

Constats :

Le planning présenté par l'exploitant respecte les périodes d'interventions.

Afin de respecter les contraintes des diverses entreprises intervenant sur le chantier, l'exploitant demande à l'inspection de démarrer les travaux d'excavation des autres éoliennes à partir du 15 juillet 2025, avec le suivi renforcé de l'écologue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de l'écologue concernant le démarrage anticipé des excavations au moins 15 jours avant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Phase chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Phase chantier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement aux travaux et à l'intervention des engins :</p> <ul style="list-style-type: none"> •les surfaces nécessaires au chantier sont clairement identifiées et balisées, conformément à la mesure MR9; •les milieux humides et aquatiques non détruits et la station de Myosotis (ME1) sont balisés et évités en totalité pour les installations de chantier, les dépôts de matériaux et de déplacement des engins ; •les ornières et flaques d'eau sont comblées avant le début des travaux. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens, et dans ce cas un balisage approprié est réalisé. •les dispositions sont prises pour empêcher le public d'accéder au chantier ; ces dispositions restent en place pendant toute la durée du chantier ; •des points de regroupement du personnel et de rendez-vous avec les services départementaux d'incendie et de secours en cas de sinistre sont définis en lien avec ces derniers.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection une cartographie précise du périmètre des travaux et des enjeux environnementaux présents. L'inspection a constaté la présence de panneaux interdisant l'accès du public ainsi que la présence de points de regroupements.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un balisage autour d'une population de Myosotis de Balbis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Phase chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation d'engins
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de circulation est établi pendant la période de construction. En dehors des périodes d'activité, tous les engins mobiles, hormis les grues, sont stationnés sur les plateformes réservées à cet effet.</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles).</p> <p>La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.</p>

En aucun cas, les engins ne transiteront par la piste longeant le captage de Cambert et le PPR. (ME4).
Constats : Le plan général de coordination pour la protection de l'environnement contient le plan de circulation. Les engins ne transitent pas par la piste longeant le captage et son Périmètre de protection rapprochée (PPR). L'inspection a constaté la présence de panneaux limitant la vitesse des véhicules à 30 km/h ainsi que des panneaux indiquant la présence d'engins.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Phase chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Création des fondations
Prescription contrôlée : Le lancement du chantier de construction est subordonné à la réalisation d'une étude géotechnique visant à identifier la nature du sol et définir le type de fondation adaptée pour l'implantation des aérogénérateurs, parmi les types prévus dans le dossier de demande d'autorisation et pour lesquels les impacts ont été analysés dans ce dossier ; cette étude et ses conclusions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'une étude géotechnique a été réalisée par EGSA mais ne l'a pas présentée à l'inspection. L'exploitant indique que ses conclusions ne remettent pas en cause le chantier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra l'étude à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Phase chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines : <ul style="list-style-type: none"> •(MR3) Les travaux seront réalisés en dehors des périodes de fortes pluies ; •(MR3) Aménagement des pistes et des plateformes avec une pente suffisante et de fossés

<p>permettant de récupérer les eaux de ruissellement. Les exutoires sont équipés de dispositifs permettant de garantir la filtration des matières en suspension ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • installation des baraquements de chantier, de leur assainissement hors du Périmètre de Protection Immédiate du captage d'eau potable de Cambert ; • (MR2) Stationnement, entretien et opérations de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile, hors du périmètre de protection éloigné du captage d'eau potable de Cambert. Le stockage des carburants des engins s'effectuera hors site ou dans une cuve étanche double paroi, dont la capacité de rétention est au moins égale à 100 % de la capacité du réservoir ; • (MR2) Mise à disposition de kits anti-pollution dans les engins et au niveau de l'aire étanche; • (MR2) Mise en place d'un poste de récupération des laitances de béton produites lors du lavage des toupies (filtration, décantation et traitement des eaux avant rejet); <p>Mise en place de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de cours d'eau pour la création du réseau électrique lié au parc.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de bottes de pailles dans les exutoires pour garantir la filtration des matières en suspension.</p> <p>L'inspection a constaté que la base vie est située en dehors du périmètre de protection immédiat du captage d'eau.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une benne étanche à côté de la base vie pour le nettoyage des toupies béton ainsi que la présence d'un géotextile devant cette benne. Un camion de vidange était présent lors de l'inspection afin de vider cette benne.</p> <p>L'inspection a demandé au chauffeur d'un tractopelle s'il était équipé d'un kit anti-pollution. Le chauffeur a indiqué que le kit anti-pollution n'était pas présent dans l'engin mais au niveau de la base vie. L'inspection a contrôlé le kit anti pollution présent au niveau de la base vie qui était conforme mais qui aurait dû se situer dans l'engin de chantier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'équiper les engins de chantier de kits anti-pollution et de veiller à ce que ces kits restent dans ces engins.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Phase chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de chantier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L. 411-2 du code de l'environnement sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.</p>

Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale est repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un impact sur l'environnement est soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à la DREAL Occitanie les solutions appropriées.

Un rapport de suivi du chantier établi par l'exploitant est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.

Constats :

Le bureau d'études EXEN a été choisi par l'exploitant pour le suivi du chantier. Le PGCE doit être mis à jour pour inclure la localisation exacte de la Myosotis de Balbis et les précautions à prendre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la mise à jour du PGCE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois